

Nîmes, le

24 SEP. 2024

Unité Inter Départementale Gard-Lozère
Subdivision ICPE
89 rue Weber
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2024-043-DREAL

- complémentaire à l'arrêté préfectoral n°10.009N du 3 mars 2010
- actualisant les dispositions applicables en cas de période de sécheresse applicables à la société MAJ « ELIS PROVENCE » pour l'exploitation de sa laverie industrielle de linge sur la commune de NÎMES

Le Préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- VU** la directive n°2000-60 du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU** la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- VU** le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** les articles L. 211-3, L. 216-4 et R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;
- VU** le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
- VU** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté cadre départemental n° 30-2023-05-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard ;

- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°10.009N du 3 mars 2010 autorisant la société MAJ « ELIS PROVENCE » à exploiter une installation d'une laverie industrielle de linge sur la commune de Nîmes ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°12.127N du 5 octobre 2012 actualisant le classement des installations de la société MAJ « ELIS PROVENCE » ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté le 8 août 2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- VU** la réponse de l'exploitant en date du 27 août 2024 faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la société MAJ « ELIS PROVENCE » est autorisée par arrêté préfectoral n°10.009N du 3 mars 2010 à poursuivre l'exploitation de sa laverie industrielle de linge sur la commune de Nîmes au titre de la législation sur les installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'établissement est autorisé à prélever pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

CONSIDÉRANT qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique doivent donc être prises ;

CONSIDÉRANT les prélèvements de l'établissement sont réalisés au sein de la zone 10 « Vistrenque et Vistre » ;

CONSIDÉRANT l'arrêté cadre départemental n° 30-2023-05-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard définit les niveaux d'alerte, les secteurs hydrographiques et les mesures de limitation, restriction ou suspension des usages de l'eau en cas de crise sécheresse afin de permettre un accès à l'eau équitable entre usagers ;

CONSIDÉRANT que cet arrêté définit en annexe 6 les mesures minimales de restrictions des usages de l'eau pour les installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la consommation moyenne totale annuelle calculée entre 2017 et 2023 d'eau souterraine et du réseau d'eau potable est de 64 075 m³ et qu'elle a diminué de plus de 20 % depuis 2018 ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'imposer des mesures à prendre en période de sécheresse par la société MAJ « ELIS PROVENCE » pour l'exploitation de son établissement sur la commune de NÎMES afin de prendre en compte les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 et de l'arrêté cadre départemental sécheresse du 24 mai 2023 ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Bénéficiaire

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société MAJ « ELIS PROVENCE » sur son site industriel situé sur le territoire de la commune de NÎMES sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

Article 2 – Abrogation des prescriptions des actes antérieurs

L'article 4.1.4 relatif aux dispositions applicables en cas de sécheresse de l'arrêté préfectoral n°10.009N du 3 mars 2010 est abrogé et remplacé par les dispositions prévues aux articles suivants.

Article 3 – Prélèvements d'eau autorisés

Article 3.1 – Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau du réseau public d'alimentation.

Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

L'exploitant anticipe et programme les opérations les plus consommatrices d'eaux afin de les réaliser, lorsque cela est possible, en dehors des périodes identifiées comme sensibles au regard de la ressource en eau disponible. En particulier, les opérations de nettoyage ou de remplissage d'équipements prévisibles sont réalisées en amont de la période estivale.

Article 3.2 – Niveaux de prélèvements autorisés

Lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte correspondant à la ressource utilisée, soit la zone 10 « Vistrenque et Vistre » pour les forages et la zone 9 « Rhône et Camargue gardoise » pour le réseau AEP, les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressources utilisées	Nom de la masse d'eau	Zone d'alerte	Utilisation	Prélèvement annuel maximal autorisé m3/an	Prélèvement journalier moyen *	Débit de prélèvement maximal journalier **			
						Niveau de gestion sécheresse			
						Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Réseau AEP	Alluvions du Rhône du confluent de la Durance jusqu'à Arles et Beaucaire et alluvions du Bas Gardon (FRDG323)	ZONE 9 « Rhône et Camargue gardoise »	Eau domestique	1 2000 m ³	6 m ³ /j	6 m ³ /j	6 m ³ /j	6 m ³ /j	6 m ³ /j
Eau souterraine	Alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières (FRDG101)	ZONE 10 « Vistrenque et Vistre »	<u>Forage 1</u> Eau industrielle et	150 000 m ³	261 m ³ /j	261 m ³ /j	247 m ³ /j	235m ³ /	195 m ³ /j
			<u>Forage 2</u> Eau industrielle						
			<u>Forage 3</u> (arrosage)	1500 m ³	15 m ³ /j	15 m ³ /j	8 m ³ /j	0 m ³ /j	0m3/j

* Prélèvement moyen calculé sur la moyenne annuelle des prélèvements entre 2017 et 2023.

** Hors usage lié à la lutte contre un incendie et au volume moyen dédié à la santé correspondant à un total de 20 m³.

Les réductions mentionnées ci-dessus sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant.

L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

- la liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées,
- la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau,

- la liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.

Article 4 – Plan d’actions en situation de sécheresse

L’exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d’économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d’alerte, d’alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le préfet dans la zone d’alerte où sont localisés les prélèvements de l’établissement.

Les zones d’alertes associées aux prélèvements réalisés par l’établissement sont les suivantes :

Rhône et Camargue gardoise (9) et Vistrenque et Vistre (10)

Ces mesures se substituent à celles de l’arrêté préfectoral cadre sécheresse.

L’information sur les zones d’alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d’eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site VigieAU :

<https://vigieau.gouv.fr/>

Le dispositif reste activé jusqu’à l’information officielle de fin de situation de sécheresse. Les mesures d’urgence applicables aux installations exploitées par MAJ « ELIS PROVENCE » sont les suivantes :

Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives de niveau en niveau	Mesures spécifiques ICPE cumulatives de niveau en niveau
<u>Vigilance</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'installation • Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau • Limitations volontaires des usages, de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site • suivi renforcé des consommations ; report des consommations journalières sur un tableau de suivi par type d'usages • Établissement d'un programme renforcé des effluents : mesure en continu du pH, de la T°C, du débit des rejets. Contrôle du bon fonctionnement du préleveur automatiques, respect du planning d'analyse
<u>Alerte</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Arrosage des pelouses et espaces verts, interdit de 8 h à 20 h • Opérations de nettoyage (véhicules, voiries. ...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique • Alimentation des points d'utilisation d'eau d'agréments interdits excepté en circuit fermé • Test des poteaux incendie et purge des réseaux d'eau interdit • Usage exclusif de balayeuses/lessiveuses pour le nettoyage des sols des ateliers ou voiries, hors nettoyage particulier et imprévu nécessaire pour garantir la sécurité et la salubrité publique • Report des opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées (opérations de nettoyage à grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique • Mise en place, si nécessaire, d'un renforcement de la surveillance de la qualité des rejets en accord avec l'inspection 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Interdiction de lessiver à grandes eaux les sols (parkings, ateliers) ➔ Interdiction de réaliser des opérations de maintenance consommatrice d'eau (lavage tunnel notamment) ➔ Espacement du lavage des camions
<u>Alerte renforcée</u>		<ul style="list-style-type: none"> ➔ Arrêt du lavage des camions
<u>Crise</u>		<ul style="list-style-type: none"> ➔ Passage de TH 0/4 à TH 7 <p>Le cas échéant, application des directives préfectorales pouvant aller jusqu'à l'arrêt de lignes de production</p>

Article 5 - Document spécifique sécheresse à mettre en place dès le seuil d'alerte

Lors de chaque atteinte du niveau de gestion sécheresse en « alerte », déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements, l'exploitant met en place un document spécifique sécheresse maintenu en permanence à jour et à disposition de l'inspection, présentant les actions de réduction menées et les gains obtenus.

Lors du franchissement du seuil d'alerte renforcée ou de crise, l'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai maximal d'une semaine, un document spécifique « sécheresse » comportant :

- les éléments justificatifs des actions de réductions menées depuis le déclenchement du seuil « alerte » et des gains de réduction obtenus ;
- les volumes journaliers d'eau prélevés en précisant et différenciant les différentes sources de prélèvement (réseau eau potable, milieux eau superficielles, souterraines, autres...) ;
- les prévisions de volumes prélevés sur la semaine suivante et les actions d'économie d'eau en cours ou prévues ;
- Le cas échéant, les difficultés prévisibles si la période de restriction perdure.

Ce document est ensuite mis à jour et l'exploitant le transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées.

Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

Article 6 - Bilan

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents
- et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

Article 7 – Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 8 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérécourse Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 9 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Article 10 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie, le directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard et le maire de NÎMES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société .

Le préfet



Pour le préfet,
le secrétaire général

Yann GÉRARD